



NOUS NE SOMMES PAS DES ROBOTS MAIS DES ETRES HUMAINS !

- C** Après des mois de parolotes, de refus de communiquer la version globale du
- Q** schéma industriel CQC sur les Bouches du Rhône, de donner des garanties au
- C** personnel des CTC, la DOTC 13 veut passer en force !

■ Au CHSCT du 25 mars la Direction nous a présenté le projet de règlement intérieur d'Arnavant. L'ensemble des Organisations Syndicales n'a pu que constater les choix de la Direction :

"détérioration des conditions de travail et régression sociale"

Seule la rentabilité avec un marché soumis prochainement à la concurrence et à la privatisation guide leurs choix. Pour cela une seule solution : **Faire baisser les coûts.**

✿ **Baisse des effectifs et chasse aux temps morts.**

- Faire coller les horaires au plus prêt des flux de trafic, quelqu'en soit les conséquences.
- Réduire les effectifs, 3 Maximum sur les MTI-PT.
- Réduire le temps de pause au strict minimum légal sans tenir compte de la pénibilité.
- Suppression des pausettes.
- Travail sur machine sans limite de temps.
- Pas de temps de déshabillage.
- Volonté d'instaurer la compétition entre les équipes sur les MTI, avec remarques, demandes d'explications et conséquences sur les évaluations, mais aussi entre les brigades.

✿ **Pas de dépense sociale inutile.**

- Parking: 36 places pour 240 agents.
- Pas de restauration, pas de cafétéria.
- Pas de navette.

✿ **Individualisation.**

- Mise en concurrence, évaluations à la tête du client et RAP soumis à l'arbitraire.
- Contrôle toujours plus strict des arrêts maladie (toujours plus important allez savoir pourquoi ?)

✿ **Museler l'action syndicale.**

- Mettre des obstacles aux militants syndicaux pour le libre accès des centres.
- Volonté d'intimidation: une discussion à trois, c'est une assemblée générale sauvage.
- Pression pour limiter la distribution de tracts à certains horaires.
- Interdiction de faire des AG dans l'entrée du hall machine et à la prise de service.
- Remise en cause du droit de grève par des notes de service abusives et le chantage au personnel.

● **La soumission du personnel.**

- Ils mettent l'homme au service de la machine et non l'inverse comme le bon sens le voudrait.
- Lors de la montée en charge d'Arnavant, certains agents ont été prévenus le matin pour y travailler le soir, d'autres ne connaissaient pas leur cycle de travail.
- Caméra de surveillance aux MTI (ils ont sûrement peur qu'on en vole une ?)
- Badges horodateurs, ne fonctionnant que pendant les horaires de service.
- Pas de Walkman et de portable (soit disant pour le bien être du personnel).

⚡ **Faudra t-il lever le doigt et demander l'autorisation pour aller aux toilettes ?
Pourquoi pas, si on les laisse faire, avec eux tout est possible.....**

⚡ **Tous ces choix entraînent obligatoirement: stress, maladies professionnelles,
absentéisme, déshumanisation du travail, et la boîte s'étonne :**

"qu'un agent pète les plombs"

■ Le 9 avril une réunion CQC devait se tenir pour discuter de la montée en charge d'Arnavant et du volet social. La DOTC a modifié l'ordre du jour sans avertir l'ensemble des participants pour présenter le projet concentration de la PPDC Est. L'intersyndicale a vivement protesté contre cette volonté de passage en force et a exigé d'être le plus rapidement reçue. Nous avons été reçu le 15 Avril par le nouveau patron de la PIC : il nous a expliqué qu'il fallait faire des efforts à cause de la crise (elle a bon dos !) et qu'il maintenait toutes ces décisions : pas de pausette, pas de salle de repos, pas de départ anticipé, etc...mais que des interdits.

■ Pendant ce temps ils réorganisent Marseille Ville CTC : les Organisations Syndicales sont convoquées le 16 avril pour nous présenter les projets d'organisation de travail sans avoir aucun dossier pour en discuter.

"CA SUFFIT"

■ Ils veulent nous faire croire à des arguments de bazar et nous endormir de CHSCT en commission. C'est bien la Direction de la DOTC et le futur Directeur de la PIC Provence qui font les choix stratégiques de la casse du personnel au profit de la concurrence.

SUD exige le respect des cadres négociés avec la DOTC et une politique sociale de progrès et non de régression.

Ne les laissons pas faire, soyons acteur de notre avenir.

**Tous ensemble, imposons leur nos choix,
nos conditions, nos revendications.**